

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2024  
du 01 OCT. 2024  
portant mise à jour des prescriptions relatives aux installations  
exploitées par GRENOBLE ALPES METROPOLE  
sur la commune Murianette (38420)**

Le préfet de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I<sup>er</sup>, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45, R.515-70-I et R.515-71-I du code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Louis LAUGIER, Préfet de l'Isère ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités de GRENOBLE ALPES METROPOLE pour l'exploitation d'une unité de compostage d'ordures ménagères et autres résidus urbains située Le Mas de l'île sur la commune de Murianette, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993 délivré au SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉTUDE PROGRAMMATION ET AMÉNAGEMENT DE LA RÉGION GRENOBLOISE (SIEPARG), modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°96-575 du 1<sup>er</sup> février 1996 et complété par le présent acte du 2 octobre 2012 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2023-11-07-0008 du 7 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Jean-Luc DELRIEUX, directeur départemental de la protection des populations de l'Isère ;

Considérant le dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets transmis par l'exploitant par courrier du 4 octobre 2019 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 13 août 2024, référencé 2024-Is148D3S ;

Considérant le courriel du 21 août 2024 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel du 10 septembre 2024 et le courriel en réponse du 17 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'installation exploitée par GRENOBLE ALPES METROPOLE sur la commune de Murianette relève de la rubrique 3532 pour le traitement biologique par compostage de biodéchets et déchets verts avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour (rubrique principale) ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émission associés applicables au type de traitement de déchets pratiqué par l'exploitant ;

Considérant que ces meilleures techniques disponibles (MTD) sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions applicables aux activités classées exercées au sein de l'installation exploitée par GRENOBLE ALPES METROPOLE sur la commune de Murianette pour prendre en compte les évolutions réglementaires qui résultent des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à certaines installations de traitement de déchets ;

Considérant que GRENOBLE ALPES METROPOLE doit respecter les dispositions de l'article R.515-60 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

## Arrête

### Article 1 :

GRENOBLE ALPES METROPOLE (GAM) (SIREN n°200 040 715), dont le siège social est situé Le Forum - 3 rue Malakoff sur la commune de Grenoble (38000), est tenue de respecter strictement les prescriptions du présent arrêté et celles des arrêtés préfectoraux précédents relatives à l'exploitation de son établissement situé Le Mas de l'île sur la commune de Murianette (38420).

### Article 2 :

Le tableau de l'article 1<sup>er</sup> des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993 est supprimé et remplacé comme suit :

N° de rubrique	Libellé de la rubrique	Description des installations	Classement
3532 (IED)	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique	Unité de compostage de biodéchets et déchets verts 165 t/j	A
2780-2-a	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 2. Compostage de fraction fermentescible de déchets [...] : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Unité de compostage de biodéchets et déchets verts 165 t/j	A
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gazole La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés	1 cuve enterrée de gazole de 10 m <sup>3</sup> soit environ 8,5 t	NC

A : autorisation, NC : non classé

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3532 relative aux installations de valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document BREF WT - Waste Treatment.

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement, est constitué des installations :

- de stockage de déchets entrants
- de pré-traitement de biodéchets par crible rotatif et overband ;
- d'incorporation des déchets végétaux broyés (broyage hors site)
- de compostage (fermentation et maturation) ;
- d'affinage :
  - x crible rotatif après fermentation
  - x table densimétrique et crible vibrant après maturation
- de stockage du compost.

### Article 3 : Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, est notamment applicable à l'établissement, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED et notamment les annexes 2, 3.1 et 3.3 de l'arrêté ministériel précité.

### Article 4 : Rejets des effluents liquides

Après le point 4.2.1 de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, il est ajouté un point 4.2.2 rédigé comme suit :

« 4.2.2 Rejets vers la station d'épuration collective Aquapole

L'exploitant est tenu de respecter, sur les eaux résiduaires en sortie de ses installations et avant rejet dans la station Aquapole, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

✓ Jus de silos

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Trimestrielle
Température	< 30°C	Trimestrielle
Matières en suspension (MES)	1200 mg/L	Trimestrielle
Demande chimique en oxygène (DCO)	10 000 mg/L	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	5 mg/L	Trimestrielle
Azote total (N total)	25 mg/L	Trimestrielle
Phosphore total (P total)	2 mg/L	Trimestrielle
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L	Trimestrielle
Mercuré (Hg)	5 µg/L	Trimestrielle
4-n nonylphénol	/	Trimestrielle
4-nonylphénol ramifiés	/	Trimestrielle
Nonylphénols	/	Trimestrielle
4-n octylphénol	/	Trimestrielle
4-tert octylphénol	/	Trimestrielle
Octylphénols	/	Trimestrielle
NPE01	/	Trimestrielle
NPE02	/	Trimestrielle
OPE01	/	Trimestrielle
OPE02	/	Trimestrielle
PFOA et PFOS	/	Semestrielle

✓ Rejet de la tour de lavage

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Journalière <u>A compter de la mise en service de l'unité de méthanisation</u> Continu
Température	< 30°C	Journalière <u>A compter de la mise en service de l'unité de méthanisation</u> Continu

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	1200 mg/L sous réserve d'une convention de rejet avec Aquapole Sinon 60 mg/L	Mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	10 000 mg/L sous réserve d'une convention de rejet avec Aquapole Sinon 180 mg/L	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	5 mg/L	Mensuelle
Azote total (N total)	25 mg/L	Mensuelle
Phosphore total (P total)	2 mg/L	Mensuelle
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L	Mensuelle
Mercuré (Hg)	5 µg/L	Mensuelle
PFOA et PFOS	/	Semestrielle

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'avis du ministère en vigueur pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement et à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation.

Les périodes d'établissement des valeurs limites d'émission pour les jus de silos et le rejet de la tour de lavage sont définies à l'annexe 1.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 précité. »

#### Article 5 : Rejets des effluents atmosphériques

Après le point 3.3 de l'article 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-1838 du 14 avril 1993, il est ajouté un point 3.4 rédigé comme suit :

##### « 3.4. Valeurs limites de concentrations des rejets canalisés atmosphériques

Les installations comportent deux points de rejets canalisés des effluents atmosphériques :

- rejet en sortie du biofiltre,
- rejet en sortie de la table densimétrique après traitement sur un filtre à manche.

Les rejets canalisés dans l'atmosphère, mesurés dans des conditions normalisées, respectent les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètres	Fréquences d'analyses réglementaires à l'issue du dossier de réexamen	Limites réglementaires de concentrations sur gaz sec à l'issue du dossier de réexamen
<b>Rejet biofiltre</b>		
Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	Semestrielle	/
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	Semestrielle	20 mg/Nm <sup>3</sup>
Concentration d'odeur dans l'environnement	Semestrielle	500 UO <sub>E</sub> /Nm <sup>3</sup>

Rejet table densimétrique		
Poussières	Semestrielle	5 mg/Nm <sup>3</sup>
COVT	Semestrielle	40 mg/Nm <sup>3</sup>

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'avis du ministère en vigueur pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement et à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation.

Les périodes d'établissement des valeurs limites d'émission atmosphériques sont définies à l'annexe 1.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 précité.

Afin de statuer sur la nécessité de prescrire des débits et flux des rejets atmosphériques du site, l'exploitant fait réaliser par un organisme agréé et pour chaque conduit 4 campagnes bimestrielles de mesures des émissions atmosphériques (concentration et flux, dans des conditions normalisées) des paramètres précités et du débit de rejet.

A partir de ces résultats de mesures, des propositions de flux de polluants émis pour chaque conduit sont adressées à l'inspection des installations classées sous un délai de 2 mois à compter de la réception par l'exploitant du rapport de mesures de la dernière campagne. »

#### Article 6 : Dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude de dimensionnement des eaux d'extinction d'incendie et de confinement de ces effluents.

La transmission de cette étude peut être coordonnée avec la transmission du dossier administratif de la future unité de méthanisation.

#### Article 7 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Murianette et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Murianette pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimum de quatre mois.

#### Article 8 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

*(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)*

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Murianette sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à GRENOBLE ALPES METROPOLE.

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations

  
Jean-Luc DELRIEUX

